

# REVUE DE LA PRESSE

---

## Israélienne

### UNE POLITIQUE DE CHÂTIMENT CONFUSE

La politique de châtiment pratiquée par Israël dans les territoires occupés montre des signes d'irritation. C'est une politique marquée par l'hystérie ambiante dans laquelle se trouve la population depuis l'*Intifada*. Une politique confuse, ponctuée de hauts et de bas, qui souffre d'un étrange manque de coordination au sein même du gouvernement, et d'une continuité logique qui au moins permettrait aux Palestiniens de comprendre pourquoi les Israéliens leur imposent certaines mesures punitives.

Les opérations énergiques et subites entreprises dans la bande de Gaza il y a dix jours en sont un exemple. Pour la première fois, tous les travailleurs de la bande de Gaza se sont vus obligés de quitter Israël sur-le-champ, sur ordre des autorités militaires. Quelles étaient précisément les intentions du gouvernement militaire ? Les Arabes n'ont pas compris, les ministres israéliens non plus. Ils ont demandé des explications au chef d'état-major (Yitzhak Rabin était à l'étranger), mais celles-ci n'ont pas réussi à dissiper le brouillard. D'aucuns prétendent — à tort — qu'il s'agit d'un stratagème pour débusquer les dirigeants de la fraction

militaire de Hamas dans la bande de Gaza. Mais cela semble être plutôt un prétexte avancé après coup. L'opération contre Hamas était programmée depuis longtemps et le retour forcé des travailleurs palestiniens dans la bande de Gaza n'y était pas lié.

Le couvre-feu général et le renvoi des travailleurs palestiniens ont été décrétés au cours de la visite du ministre de la Défense à Gaza, qui était accompagné de Shmuel Goren, coordonnateur des opérations militaires dans les territoires, et Yitzhak Mordechaï, commandant de la région Sud. La bande de Gaza avait déjà connu dans le passé un couvre-feu général, mais c'est la première fois que des dizaines de milliers de travailleurs étaient renvoyés du territoire israélien. Cet acte accuse un changement de ligne, ou tout au moins une aggravation du châtiment, dont les conséquences vont bien au-delà de la bande de Gaza.

(...)

Très vite, il s'est avéré qu'il n'y avait pas eu, comme il se doit, de coordination préalable entre les autorités concernées. La preuve en est la réaction hystérique des employeurs Israéliens et, surtout, celle des ministères. Qui n'ont pas hésité à harceler le ministère de la Défense pour obtenir des explications. Même le ministre Sharon

s'est plaint : pourquoi ne pas avoir informé les agriculteurs israéliens du renvoi des travailleurs palestiniens ? Les ministères de l'Agriculture et des Affaires sociales ont, eux aussi, exigé des explications, et le président de l'Union des industriels a demandé quand ces mesures prendraient fin. (...)

La plupart ont exigé que les parties concernées soient informées à l'avance de toute mesure de ce type. Car elle a mis en évidence la dépendance malsaine d'Israël vis-à-vis des travailleurs des territoires occupés. Deux arguments principaux auraient présidé à cette décision : d'une part, empêcher les Palestiniens de faire grève comme bon leur semble sans qu'ils soient sanctionnés. En conséquence, la bande de Gaza serait fermée et sous couvre-feu avant et après chaque grève, et cela pendant plusieurs jours. De cette manière le prix de la grève serait réel pour les Palestiniens. D'autre part, permettre à Israël de reprendre l'initiative.

Ceux qui acceptent les bases d'une telle politique doivent alors se demander pourquoi elle a subitement changé. Car trois jours étaient à peine écoulés que l'accès à la bande de Gaza était de nouveau possible... et de surcroît un jour de grève, annoncé à l'avance par Hamas. L'échec était d'autant plus évident qu'une émeute avait éclaté précisément pendant le couvre-feu, dans un camp de réfugiés de Rafah, faisant cinq morts. Une enquête a établi que l'émeute aurait pu être évitée : elle avait éclaté au moment où un sergent de réserve avait pénétré d'une manière inappropriée dans le camp, avec quelques hommes. Les soldats ont été sauvés in extremis, après avoir ouvert le feu sans distinction sur les assaillants.

Ces événements ont démontré qu'il n'y avait pas de coordination de la politique du châtement. Ceci est flagrant, au niveau du cabinet ministériel, entre les ministres et entre les ministères. Comment de telles mesures sont prises sans en référer à la Commission pour la sécurité d'État, et sans coordination préalable entre les ministères,

alors que leur impact dépasse largement le domaine de la sécurité d'État ? Il semble que la coordination fasse défaut au sein même du ministère de la Défense. Cette charge incombe directement au ministre de la Défense, qui est responsable des territoires, bien que le Premier ministre ait lui aussi son mot à dire.

Si l'on examine de près les méthodes punitives, on observe des différences substantielles entre celles qui sont appliquées dans la bande de Gaza et celles pratiquées en Judée-Samarie. On évite, par exemple, de fermer la région Centre, et cela pas seulement pour des raisons techniques ou géographiques. Le couvre-feu, surtout lorsqu'il est prolongé, ne s'applique pas à des régions entières mais uniquement à des agglomérations. On n'exige pas non plus systématiquement des permis de sortie pour travailler mais, en revanche, on refoule les personnes que l'on ne souhaite pas voir travailler en Israël. En Judée-Samarie, on essaie d'éviter les frictions inutiles avec la population. Et si la punition collective est inévitable, on agit de sorte que la population ne sente pas qu'elle n'a rien à perdre. Néanmoins, il reste à savoir si chaque commandant de région applique sa propre politique de châtement.

L'*Intifada* a tout remis en question. Depuis longtemps, on ne pense plus qu'il faille punir seulement les coupables. Autrefois, c'étaient des terroristes qui empêchaient les Palestiniens de travailler en Israël. Aujourd'hui, c'est nous qui les en empêchons.

L'idée que cette guerre a pour objectif, entre autres, de causer des dégâts de dimension nationale à l'autre partie fait de plus en plus d'adeptes. Mais est-il bon pour notre sécurité que la population des territoires soit prise comme dans un étau ? Car c'est précisément le souhait de la direction du soulèvement : entraîner tout le monde dans son mouvement et n'avoir rien à perdre.

Zeev SHIFF  
*Haaretz*, 28 mai 1989.